

AGRA**PRESSE**

Semaine du 24 mai 2021 ◀ n° 3792

CETTE SEMAINE

**Assurance récolte :
Macron attend un
« système totalement
neuf »** p. 12

**Enseignement :
l'autre formation
agricole de la galaxie
Niel** p. 15

**PPL Foncier : les
députés réduisent
le champ du futur
contrôle** p. 17

**L'azote pourrait
limiter le
développement
de la bio** p. 31

**Porc : le sans antibio
de Brocéliande
en pleine
croissance** p.39

**Méthanisation :
mesures renforcées
pour réduire
les nuisances** p. 54

ÉVÉNEMENT

Travailleurs latinos : essentiels mais esseulés

À Beaucaire dans le Gard, une communauté de travailleurs agricoles sud-américains grandit depuis une dizaine d'années, malgré des conditions de vie et de travail difficiles, illustrées par le procès historique qui s'est ouvert le 17 mai contre l'entreprise de travail temporaire Terra Fecundis. Ils seraient près de 6 000 à être sédentarisés dans ce coin de Camargue, grâce à la double nationalité espagnole. Poussés par les crises économiques, beaucoup ont découvert la France à travers le travail détaché, avant de traverser définitivement la frontière. Concentrés aujourd'hui en Provence, souvent sans permis de conduire, ni maîtrise de la langue, nombre de ces ouvriers hispanophones subissent des trafics en tous genres, et des pressions au travail. Ils sont en quête de davantage de soutien de la part des pouvoirs publics. Certains ont quitté les rangs des entreprises de travail temporaire, embauchés en direct par des agriculteurs ou des groupements d'employeurs. Mais ces alternatives sont fragiles. Reportage et analyse.

Sacs de pommes de terre, tomates, quart de pastèque... Sur le marché du dimanche à Beaucaire, dans le Gard, les Sud-Américains se mêlent aux locaux Beaucairois pour faire leurs emplettes. Mais pour certains, dans ce recoin de Camargue situé au bord du Rhône, de l'autre côté du pont qui débouche sur Tarascon, le dilemme des courses précédant le repas dominical est singulier. « *Nous n'avons pas de four* », glisse une jeune femme en espagnol à son entourage arrêté devant un étal de viandes. Depuis quelques années, la langue de Cervantès se fait entendre souvent dans le centre historique de Beaucaire. Des jeunes couples latinos promènent leur chien dans les rues pavées, tandis que des enfants font des tours à vélo ou en trottinette. Aux côtés des boucheries et épicerie orientales ont émergé des commerces latinos : supérettes, restaurants, salons de coiffure. Et par les fenêtres ouvertes, encadrées de lourds volets en bois, s'échappent quelques éclats de rire ou un air de reggaeton. Une animation qui contraste avec les façades jaune pâle défraîchies, ou franchement décrépies, qui rappellent que la grandeur passée de cette ville marchande au XVIIIe siècle est bel et bien révolue.

« 5 000 à 6 000 sédentarisés »

Nelly Berrones, 58 ans, et Sifrid Ochoa, 52 ans, deux travailleurs agricoles originaires d'Équateur, sont arrivés à Beaucaire en 2016. « *En cinq ans la ville*

« Quand je suis arrivée, on aurait dit un cimetière. Aujourd'hui on croise du monde »

a beaucoup changé, raconte Nelly. Quand je suis arrivée, on aurait dit un cimetière : il n'y avait pas un chat ! Aujourd'hui on croise du monde dans la rue, surtout des Latinos. » « La ville s'est rajeunie aussi car il y a plus de jeunes et d'enfants », ajoute Sifrid. Dans l'une des villes les plus pauvres de France difficile de savoir précisément à quelle vitesse croît cette population de travailleurs latinos agricoles arrivés d'Espagne. Mais l'essor est considérable. « Je pense que nous sommes entre 2000 et 3000 Sud-Américains à Beaucaire », estime Santiago Pichazaca, un ancien professeur de sciences naturelles équatorien devenu ouvrier agricole à son arrivée en France en 2013. Selon Béatrice Lacarrière, une bénévole très impliquée auprès de la communauté latino qui donne des cours de français via la paroisse de Tarascon, ils seraient plutôt « 5000 à 6000 à s'être sédentarisés et 9000 à 10000 en pleine saison ». « Au départ, les Sud-Américains n'étaient que sur Beaucaire. Maintenant, il y a un débordement sur Tarascon car il n'y a plus assez de logements. Il faut dire aussi que tout et n'importe quoi a été loué : à Beaucaire, il y a beaucoup de marchands de sommeil. Un exemple : des gens se sont retrouvés à louer un lit dans la salle de restaurant d'une ancienne pizzeria, sans savoir s'ils allaient avoir de l'eau ou de l'électricité. »

Précarité postale

« Ici, tout le monde sait que les Latinos travaillent dans l'agriculture mais personne n'a aucune idée des conditions dans lesquelles on vit », affirme Janeth Matamoros. Cette jeune Équatorienne de 25 ans qui a grandi et étudié en Espagne a rejoint définitivement ses parents à Beaucaire en mai 2020 – après le premier confinement lié à la pandémie de Covid-19. Embauchée début avril par l'agence Pôle Emploi de Beaucaire pour « faire la traduction » entre l'administration française et les demandeurs d'emploi hispanophones, elle est aux premières loges face aux difficultés rencontrées. « Beaucoup de Latinos sont perçus comme fraudeurs à cause d'un problème d'adresse postale », explique-t-elle.

« En réalité, voilà ce qui se passe : une personne fraîchement arrivée d'Espagne cherche un endroit où dormir. En général, elle trouve une chambre en sous-location. Mais les locataires ne veulent pas déclarer cette situation et lui interdisent d'utiliser leur adresse postale. Pour recevoir son courrier, cette personne est obligée de demander à quelqu'un d'autre le droit d'utiliser une adresse postale. Droit qui se monnaie à 50

par mois. » Or, à moyen et long terme, cette situation provoque des complications pour le paiement des indemnités chômage aux travailleurs agricoles éligibles, poursuit Janeth. « Certaines personnes sans adresse ont obtenu une domiciliation à La Croix Rouge d'Arles (ndlr. à 20km de Beaucaire). Mais Arles étant situé dans les Bouches-du-Rhône, l'agence Pôle Emploi de Beaucaire ne peut pas suivre leur dossier. »

Travailler plus pour gagner plus

La plupart des travailleurs agricoles latinos sont originaires d'Équateur et de Bolivie, et ont obtenu la nationalité espagnole lors d'une première migration en Espagne. Un sésame qui leur donne accès au marché du travail européen. Ils ont la réputation de travailler dur et de ne pas compter leurs heures.

De mars à juin, Nelly et Sifrid travaillent chez un producteur de fraises de Carpentras, sous abri. « En temps normal on travaille huit heures par jour, du lundi au vendredi. Mais en pleine période de récolte ça peut être 10 à 12 heures par jour, avec les samedis matin et deux heures le dimanche », raconte Nelly. Des heures supplémentaires qu'ils sont



L. Mainguy

ÉVÉNEMENT

Travailleurs latinos :
essentiels
mais esseulés

« Au début, on
faisait six mois en
France, puis en
revenait six mois
en Espagne »

ravis de faire pour mettre du beurre dans les épinards. « *Le gros de la campagne ne dure que deux mois, donc nous voulons en profiter* », ajoute Sifrid. « *Nous, Sud-Américains, nous sommes tous ici pour la même raison : pour avoir une vie meilleure. Nous sommes prêts à travailler plus pour gagner plus* », explique-t-il.

Cette motivation pécuniaire amène certains à être de plus en plus exigeants dans leur recherche d'emploi, observe la chargée de recrutement du groupement d'employeur (GE) Agri emploi 30, Sandrine Robail. « *Quand ces travailleurs sont arrivés en France, via des entreprises prestataires étrangères, ils acceptaient toutes les propositions de travail. Désormais ils sont plus sélectifs. J'ai déjà eu des personnes qui m'ont dit : 'Nous, on veut travailler 43 heures par semaine. Pour 35 heures, on ne vient pas'.* »

Nouveaux arrivants : les plus vulnérables

Si tous ces travailleurs sud-américains viennent en France pour améliorer leur condition, ces migrations économiques recouvrent des réalités différentes. Santiago a quitté l'Équateur pour l'Espagne en 1990, faute de pouvoir tenter sa chance aux États-Unis. Après avoir cueilli légumes et agrumes dans la région de Murcie pendant une petite dizaine d'années, il a obtenu un emploi dans le secteur du BTP. « *Jamais je n'avais envisagé de quitter l'Espagne car j'étais en CDI* », raconte Santiago. Mais la crise économique de 2008 en a décidé autrement. « *En 2011, l'entreprise où je travaillais s'est séparée de tous les employés qui avaient moins de quinze ans d'ancienneté. Ça faisait treize ans que j'étais dans l'entreprise, j'ai donc été licencié* ». Face à un taux de chômage record de 26 % en Espagne en 2012, sa « *seule option* » était de chercher du travail ailleurs dans l'UE. Et le pays le plus proche était la France.

De leur côté, Sifrid et Nelly ont quitté l'Équateur au début des années 2000, dans le sillage d'une crise économique qui a conduit le pays à adopter le dollar US comme monnaie nationale. Une fois en Espagne, ils ont obtenu du travail comme ouvriers agricoles via l'entreprise de travail temporaire espagnole Terra Fecundis. Puis de 2007 à 2014, à travers cette même entreprise, ils ont commencé les missions en France en tant que travailleurs détachés. « *Au début, on faisait six mois en France puis on revenait six mois en Espagne. Sur la fin, on travaillait presque toute l'année en France* », raconte Nelly. Durant cette période, au-delà de quelques heures éparses non payées, ils ont constaté que Terra Fecundis sous-déclarait largement leurs heures travaillées à la Sécurité sociale espagnole et ont fini par s'installer en France (voir dans ce dossier).

Pressions des chefs d'équipe

Si Santiago, Nelly et Sifrid sont ancrés à Beaucaire depuis plusieurs années, avec des contrats de travail réguliers, fidèles aux mêmes exploitants et heureux de leur situation, d'autres travailleurs sud-américains continuent d'affluer tous les jours d'Espagne. Des jeunes et des moins jeunes, « *désespérés* » de travailler pour rembourser des dettes, envoyer de l'argent au pays (remesas) ou élever leur niveau de vie.

En attendant de trouver un logement, certains dorment dans leur voiture, d'autres se lavent au gré d'une douche publique voire dans la rivière. Ils acceptent de payer 150 à 250 € à des intermédiaires (dits « *enganchadores* », ndlr.) qui leur font miroiter un emploi. Et quand une opportunité de travail se concrétise, ils tâchent d'être « *irréprochables* » vis-à-vis de la structure qui les emploie, redoutant d'être sur la sellette en cas de réduction d'effectifs ou espérant peut-être devenir le prochain chef d'équipe, analyse Santiago.

Selon différents témoignages, ce sont justement les chefs d'équipe qui posent problème – en particulier sur les grandes exploitations : en compétition entre eux pour s'attirer les faveurs du « *patron* », ils morigènent les salariés pour leur mettre la pres-

« Beaucoup ne savent pas comment accéder à l'information »

sion, pressent le rythme ou encore les obligent à cueillir la fraise pleine terre en position accroupie avec interdiction de poser le genou à terre.

Besoin de soutiens

À travers la petite association Latinos sin fronteras (Latinos sans frontières), Santiago, Nelly et Sifrid voudraient aider leurs compatriotes à mieux naviguer le système français. « En 2018, nous avons demandé au maire de Beaucaire Julien Sanchez (RN) de nous aider à avoir un local pour recevoir les gens et les aider dans leurs démarches : comment ouvrir un compte bancaire, comment obtenir la carte vitale... », raconte Nelly. « Nous avons aussi demandé au maire à avoir des professeurs de français, et à pouvoir participer aux fêtes estivales de Beaucaire pour faire connaître notre culture et notre gastronomie. Mais il ne nous a jamais répondu », regrette Santiago.

L'association Espace de vie sociale (EVS) Booster à Beaucaire, financée par la Caisse d'allocations familiales du Gard, a commencé à combler ce besoin d'accompagnement dans les démarches administratives. Elle propose aussi des ateliers d'apprentissage du français pour la vie quotidienne. « Ça fait deux ou trois semaines consécutives que des travailleurs agricoles viennent me voir avec des questions sur leur bulletin de salaire, les heures travaillées non déclarées et le harcèlement moral », indique la médiatrice et animatrice de l'association Evelyn Mejia.

La jeune femme d'origine équatorienne, spécialisée dans l'accompagnement social et l'insertion professionnelle, a été embauchée il y a un an et demi pour sa connaissance du terrain et des rouages du système français. Pour autant l'EVS Booster n'est pas spécialement vouée à accompagner les travailleurs agricoles étrangers, hispanophones de surcroît, dans les défis inhérents à leur profession et l'ajustement culturel. « Nous essayons de communiquer ce que nous faisons à ce public mais c'est difficile, notamment auprès des nouveaux arrivants, car beaucoup ne savent pas comment accéder à l'information. »

LM

Le média de votre région et des régions voisines

AGRA PRESSE

Hebdomadaire édité par AGRA SAS - groupe Réussir - au capital de 330 846 euros - RCS Caen 538 582 636 00014
1, rue Léopold Sédar Senghor, 14460 COLOMBELLES - tél. 02 31 35 77 00

RÉDACTION

Bureau de Paris - 4-14 rue ferrus CS 41442 - 75683 Paris cedex 14- Tél. 01 42 74 28 00 - Fax 01 42 74 29 35

Tél. personnel : composer 01 42 74 suivi des 4 chiffres entre parenthèses.

Rédacteur en chef : Mathieu Robert (29 43 - m.robert@agra.fr - Banque, données, start-up)

Rédacteur en chef adjoint : Yannick Groult (28 78 - y.groult@agra.fr - Viandes, bien-être animal, chambres d'agriculture)

Journalistes : Jean-Christophe Detaille (29 45 - jc.detaille@agra.fr - Grandes cultures, intrants, machinisme) ; Alizée Juanchich (29 42 - a.juanchich@agra.fr - Lait, aval, coopératives) ; Marc Nicolle (29 39 - m.nicolle@agra.fr - vin, énergies, foncier, installation, enseignement) ; Ivan Logvenoff (29 41 - i.logvenoff@agra.fr - Biodiversité, santé, climat, recherche, miel, ovins) ; Laurène Mainguy (29 40 - l.mainguy@agra.fr - Fruits et légumes, PPAM, gestion des risques, social) ;

Secrétaire de rédaction : Matthieu Brocart (29 38 - m.brocart@agra.fr)

Bureau de Bruxelles - 53 rue d'Arlon - 1040 Bruxelles

Rédacteur en chef : Antonin Garnier (00 322 230 95 05 - agarnier@agra-presse.be)

Journaliste : Romain Millet (00 322 231 07 16 - rmillet@agra-presse.be)

SERVICES Fax 01 42 74 29 35

Fondateur Henri Deramond - Président & directeur de la publication Thibaut De Jaegher - Actionnaires Réussir SA et Agra Investissement - Directrice des rédactions : Nicole Ouvrard - Abonnements 02 31 35 77 02 - Fax 02 31 35 77 18 - Service abonnement : 02 31 35 77 02, abonnement@agra.fr - ISSN 1259-1351 - Code APE 6391Z - Commission paritaire n°1223T84381 - Dépôt légal à parution - Imprimé par DUPLI-PRINT, 2 rue Descartes, ZI Sezac, 95330 Domont - Abonnement Agra Presse France (dont TVA 2,10%) 1 an 2270,70 € - Autres tarifs : nous consulter - Prix au numéro 57,93 € - Toutes reproductions interdites - Imprimé sur papier labellisé PEFC